



À la tête du Réseau thématique de recherche avancée "Toulouse sciences économiques"

Créé à l'automne 2006, dans la lignée de l'Institut d'économie industrielle (IDEI) fondé en 1990 par Jean-Jacques Laffont, le **Réseau thématique de recherche avancée (RTRA) "Toulouse sciences économiques" (TSE)** ou école d'économie de Toulouse affiche pour principale ambition d'attirer des scientifiques de renom en France afin de compléter l'équipe existante et se positionner ainsi, durablement, dans le top 10 mondial de la recherche en économie¹. Par sa participation au débat d'idées, la diffusion de la culture économique ainsi que le transfert de savoir vers les entreprises et les administrations, TSE vise également à se placer au cœur du débat et de l'expertise économique française et internationale.

En choisissant TSE parmi les 13 "RTRA" destinés à devenir "les fers de lance de la recherche française", l'État a apporté une dotation initiale de 12,8 millions d'euros, auxquels s'ajoutent les apports des organismes fondateurs, dont le CNRS. Ce qui a permis la création d'une fondation de coopération scientifique dotée d'un statut de droit privé : la Fondation Jean-Jacques Laffont / Toulouse Sciences Economiques dirigée, comme le RTRA, par Jean Tirole. Ce nouvel instrument de développement s'appuie sur un conseil d'administration, un conseil scientifique de 16 membres (dont Daniel Kahneman, Amartya Sen, et Robert Solow, tous trois prix Nobel d'économie), et un comité de parrainage.

Les équipes impliquées

Le pôle des économistes toulousains est actuellement composé de trois laboratoires regroupés sur le site de la manufacture des Tabacs, à savoir :

- un laboratoire généraliste (GREMAQ²),
- un laboratoire spécialisé dans les questions environnementales (LERNA³),
- un laboratoire spécialisé dans les questions de développement (ARQADE⁴).

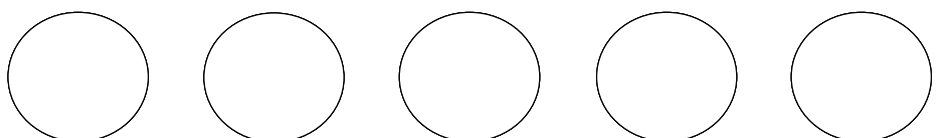
Le pôle rassemble 106 chercheurs juniors et seniors. De plus, avec en moyenne 100 doctorants (dont 70 % étrangers) et 90 étudiants de Mastère 2, la réputation de l'école doctorale n'est plus à faire : un programme enseigné entièrement en anglais depuis dix ans, aux normes des meilleures universités américaines, a été mis en place.

¹ Ce top 10 comprend notamment les prestigieuses écoles américaines de Cambridge (MIT), de Chicago, Harvard ou encore Stanford.

² Groupe de recherche en économie mathématique et quantitative (CNRS / EHESS / Université Toulouse 1 / INRA).

³ Laboratoire d'économie des ressources naturelles (INRA / Université Toulouse 1).

⁴ Atelier de recherche quantitative appliquée au développement économique (Université Toulouse 1).



Des classements élogieux

Classée parmi les deux meilleures équipes européennes de la discipline⁵, avec la London School of Economics (LSE), l'école d'économie de Toulouse TSE est, d'après le site EconPhD⁶, placée :

- 1^{ère} mondiale en théorie des incitations,
- 1^{ère} européenne (et 2^{ème} au niveau mondial) en économie industrielle,
- 1^{ère} européenne en économie de l'entreprise,
- 1^{ère} européenne en économie de l'environnement,
- 1^{ère} européenne en économie publique et en économie politique.

Avec une quinzaine de chercheurs internationalement reconnus en finance, TSE dispose aussi d'un des meilleurs groupes sur cette thématique en Europe. Ainsi, pas moins de 12 chercheurs toulousains figurent parmi les 24 meilleurs économistes résidant en France.

L'implication nationale des chercheurs de l'école est très forte : nomination à la chaire d'économie industrielle de l'École Polytechnique, participation aux plus hautes instances nationales du monde de la recherche (Conseil national des Universités, Comité national de la recherche scientifique, Haut conseil pour la Science et la Technologie,...) et de la décision publique (Conseil d'Analyse Economique, Commission Canivet, Commissions et comités de pilotage de la DGCCRF, de l'ARCEP,...).

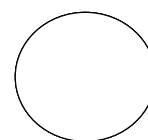
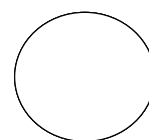
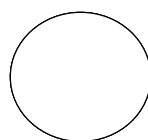
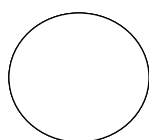
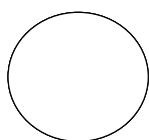
Une expertise confirmée en matière d'entreprises et de marchés

La science économique s'est imposée depuis une trentaine d'années comme un moteur de la compétitivité et de la croissance des nations, en particulier grâce au développement de la nouvelle **microéconomie** basée sur la **théorie des contrats et des incitations**. De nombreux grands enjeux économiques actuels portent sur les entreprises et les marchés : concurrence internationale, droit de la concurrence, régulation des marchés, réforme du marché du travail, gestion de portefeuille, réforme des régimes de retraite, régulation des monopoles naturels, gouvernance des organisations publiques et privées, partenariats public-privé, responsabilité sociale des entreprises, développement durable, promotion de l'innovation, protection des droits de propriété intellectuelle, ou encore contrôle de la solvabilité des intermédiaires financiers.

Pour renforcer la culture économique dans notre pays sur ces sujets et pour guider la politique économique, les économistes toulousains ont développé des concepts théoriques, des outils d'analyse et des tests économétriques. Leur stratégie rigoureuse de modélisation et de validation tant économétrique qu'expérimentale de ces modèles, le tout accompagné d'une ferme volonté d'utiliser cette méthode pour apporter des réponses concrètes aux actuels problèmes économiques, se sont avérés des atouts, participant à la construction de leur réputation internationale. C'est ainsi que ces chercheurs ont contribué de manière décisive à l'issue de plusieurs dossiers économiques dans des secteurs tels que l'énergie, les télécommunications, l'Internet, les droits de propriété intellectuelle, l'eau, les assurances, les marchés financiers, les moyens de paiement, etc.

⁵ Classement effectué par les méthodes bibliométriques pondérées selon la qualité des revues

⁶ Ce site classe les universités suivant les domaines pour guider le choix des étudiants pour leur doctorat.



L'École d'économie toulousaine

Ces 25 dernières années, Toulouse a conservé une position de leader mondial dans les recherches sur la théorie des incitations. Une position tellement bien affirmée qu'aujourd'hui les économistes anglo-saxons n'hésitent pas à parler d'une véritable "École toulousaine", reconnue à ce titre comme ayant participé à la rénovation de la pensée en sciences économiques. TSE a ainsi fondé une nouvelle façon de penser les relations entre acteurs économiques. Initialement conçue pour étudier la régulation des industries de réseaux, cette théorie permet de comprendre aussi bien les formes contractuelles (le partage du risque et des efforts de prévention par exemple) que la régulation de la solvabilité des intermédiaires financiers, ou l'économie politique de la réforme de la sécurité sociale. Plus généralement, de tels outils méthodologiques ont été largement utilisés par le pôle toulousain pour étudier, entre autres, la finance d'entreprise, la microstructure des marchés financiers, l'économie de l'assurance ou l'économie du développement durable. Si bien qu'aujourd'hui, TSE peut s'appuyer sur un corpus homogène de savoirs et de compétences pour mener une réflexion originale et profonde sur nos économies et leur devenir.

De nombreuses collaborations scientifiques avec l'industrie

Forts d'une longue tradition de partenariat avec l'industrie et les administrations, affirmée en particulier depuis la création de l'IDEI, les économistes toulousains interagissent régulièrement avec les décideurs publics et privés, ce qui les amènent à développer des thèmes de recherche originaux, conduisant à des publications de haut niveau. La grande majorité de ces travaux n'aurait pas vu le jour sans les connaissances acquises auprès des décideurs. Ces collaborations, souvent inscrites dans la durée, sont nouées avec des partenaires d'horizons divers. Elles ont aussi permis l'organisation de conférences généralement ciblées sur un secteur de l'économie et réunissant universitaires, décideurs publics et privés.

De nouvelles ambitions

Pour atteindre son objectif de placer durablement le pôle toulousain parmi les 10 meilleures universités mondiales en économie, le RTRA TSE envisage de mener une politique centrée sur :

- le renforcement de la capacité de production en recherche (pilotage de programmes internes de recherche, création de chaires internationales et mise en place d'un programme d'incitation à la recherche de haut niveau) ;
- le renforcement de l'attractivité de la formation par la recherche ;
- la valorisation de la production scientifique dans le débat public.

